

BIBLIOGRAPHIE

Marie-Hélène FROESCHLÉ-CHOPARD, *Dieu pour tous et Dieu pour soi. Histoire des confréries et de leurs images à l'époque moderne*, Paris, L'Harmattan, 2006, 401 p., 92 ill. dont 32 couleurs.

Les confréries sont, selon la définition classique de Gabriel Le Bras que rappelle l'auteur, des groupements de fidèles se donnant pour but de satisfaire aux « plus poignants besoins du corps et de l'âme » qui se regroupent dans le cadre de « familles artificielles dont tous les membres sont unis par une fraternité volontaire ». M.-H. Froeschlé-Chopard, qui s'attache principalement à l'évolution de ces groupements à l'époque moderne, dresse en préambule un tableau des confréries en France au XV^e siècle fondé sur une solide base bibliographique. Sans négliger la grande diversité de ces associations et du vocabulaire qui les désigne et qui privilégie tel ou tel aspect de leur rôle social et religieux (confrérie, lumineaire, aumône, charité, cierges) et sans omettre la pluralité des dévotions qu'elles entretiennent à la faveur d'une multiplication des saints intercesseurs, elle met l'accent sur quelques types de confréries médiévales liées à une dévotion particulière qui vont prospérer à l'époque moderne : les confréries du Saint Sacrement, du Saint-Esprit et, dernières nées et circonscrites au Sud-Est, les confréries de pénitents qui privilégient la commémoration de la Passion.

Dans la première moitié du XVI^e siècle apparaît dans le mouvement confraternel le souci de « répondre aux questions lancinantes de la fin du Moyen Âge : l'angoisse du salut, l'efficacité des sacrements ». Les confréries du Rosaire, nées d'abord dans l'orbite des dominicains, s'écartent du primat de la sociabilité ; « le banquet confraternel a disparu comme le paiement d'un droit d'entrée dans l'association ». L'accent est mis désormais sur une pratique de dévotion, la méditation et la prière personnelle. Dans le même temps la controverse suscitée par les thèses des Réformateurs transfigure les confréries du Saint Sacrement. La confrérie créée en 1539 sous ce vocable à Rome dans l'église des dominicains de la Minerve sert désormais de modèle et ses statuts sont largement adoptés. Ici aussi les statuts ne parlent pas de banquet ni de repas confraternel et la solidarité « s'exprime surtout dans la dévotion », le devoir d'assistance au confrère malade mettant au premier plan l'exhortation à se confesser et à recevoir les sacrements.

Après le concile de Trente, dans la seconde moitié du XVI^e siècle, nombre de confréries deviennent un instrument de combat contre les protestants. C'est le cas de

certaines « associations à la fois dévotes et guerrières » qui reprennent le vieux patronage du Saint-Esprit ou celui, moins diffusé, du Saint-Nom de Jésus. C'est le cas aussi des confréries du Rosaire au lendemain de la victoire de Lépante attribuée à l'intervention de la Vierge qui stimule le zèle des confrères dans la lutte contre l'hérésie. C'est encore le cas des pénitents dont les confréries qui se multiplient se vouent désormais « à la confusion et... extirpation des hérétiques dévoyés ». Cette période voit aussi la naissance, sous l'influence des jésuites, de nouvelles congrégations mariales qui « rassemblent leurs membres selon les différents groupes sociaux ». Toutes ces confréries promeuvent la pratique de la communion eucharistique aux grandes fêtes de l'année ou au moins une fois par mois. La confession préalable, de ce fait désormais plus fréquente, développe la pratique de l'examen de conscience.

Un tournant est ainsi marqué, bien résumé en conclusion. La piété des confrères s'est modifiée. « Les confrères du *xv^e* siècle faisaient dire des messes pour le salut de tous. Ceux du *xvii^e* siècle communient pour leur propre salut ». La confrérie met désormais au premier plan la piété individuelle. « La prière personnelle devient primordiale ». Elle n'est plus seulement récitation des prières fondamentales, mais méditation sur la vie du Christ et sur les mystères de la foi, soutenue par la multiplication des livres de piété. La confrérie perd de son caractère associatif et se fond dans la paroisse sous la direction du clergé.

Ces traits caractérisent les confréries de la Réforme catholique dont Marie-Hélène Froeschlé-Chopard analyse la progression aux *xvii^e* et *xviii^e* siècles dans la seconde partie de l'ouvrage : confréries du Saint-Sacrement et du Rosaire et, plus récentes, les confréries des âmes du purgatoire et les confréries des agonisants et de la Bonne Mort. Ce nouveau modèle n'a que peu affecté toutefois les confréries de métiers qui restent fidèles à d'anciens statuts qui ne font guère de place à la piété individuelle. Le saint patron dont elles se réclament est rarement un modèle dont s'inspire leur dévotion et reste la figure tutélaire qui recueille leurs intercessions.

Le *xviii^e* siècle est marqué par un recul du mouvement confraternel qui met en évidence la chute du nombre de créations de confréries et la diminution du nombre des membres de beaucoup de celles qui survivent. Mais ce siècle est aussi celui de la diffusion des confréries vouées au culte nouveau du Sacré-Cœur, apparues à l'extrême fin du *xvii^e* siècle et dont la progression est soutenue par les prélats anti-jansénistes.

Ce trop bref résumé rend mal compte de la richesse de l'ouvrage. Illustration de la méthode de l'auteur, ce livre fonde l'étude des confréries sur une étude attentive de leurs statuts et des livres de piété qui servent à l'édification des confrères et sur une analyse très fine de l'iconographie suscitée par les confréries et leurs dévotions. L'ouvrage qui privilégie la France fait une large part à la Provence et au Comtat.

Noël COULET

*

* *

Susan ZUCCOTTI, *Holocaust Odysseys. The Jews of Saint-Martin-Vésubie and their Flight through France and Italy*, Yale University Press, New Haven & London 2007, 285 pages.

Susan Zuccotti apporte un regard neuf et original sur une histoire complexe à travers les témoignages de neuf familles juives originaires d'Europe centrale et orientale. Elle raconte leurs périples à travers l'Europe, avant d'aboutir dans le village alpin de Saint-Martin-Vésubie. Ces familles retrouvées là par l'auteur, pour le sixtième anniversaire de l'armistice italien, lui confient de nombreuses photographies prises au moment des faits. Un appareil critique substantiel, des cartes et un index enrichissent considérablement notre connaissance. Comme l'auteur l'indique, son objectif n'est pas seulement de donner à entendre des témoins, (venus d'horizons très différents : France, USA, Italie, Israël), mais plutôt à travers eux de faire œuvre d'histoire en expliquant la vie des 1 250 Juifs de Saint-Martin-Vésubie et en dévoilant certains épisodes encore mal connus.

L'épopée de ces Juifs d'abord en résidence à Saint-Martin-Vésubie, puis inter-nés en partie à Borgo-San-Dalmazzo avait été déjà abordée en 1995 par Alberto Cavaglion¹, lui-même fils de résistant engagé dans ces événements. Une partie des Juifs réfugiés dans les Alpes-Maritimes, est assignée à résidence par la Préfecture dès 1941, dans ce village de montagne. Les autorités françaises transfèrent également de nombreux Juifs à Megève et sa région. Leur présence suscite quelques frictions avec la population locale, du fait de la hausse des prix des denrées alimentaires. Ces populations passent sous autorité italienne lors de l'occupation de la zone en novembre 1942. L'armistice avec l'Italie annoncé le 8 septembre 1943, conduit les Juifs de Saint-Martin-Vésubie à fuir par la montagne en Italie, certains réussissent à se sauver, d'autres sont capturés et déportés. Toute la région est devenue une nasse d'où il était impossible de sortir. Ceux qui ont franchi la frontière vers l'Italie ont été, soit déportés à Auschwitz, soit contraints à se disperser dans une situation désespérée.

Suivant les pistes de l'historiographie récente, Susan Zuccotti, soucieuse de distinguer les réfugiés politiques venus après 1933 et les immigrés venus avant, nous donne à voir des morceaux de « vraie vie » aidant les neuf témoins à faire revivre leur expérience d'abord en tant que réfugiés en France, en Belgique, ou au Luxembourg entre 1933 et 1942, ensuite à Saint-Martin-Vésubie jusqu'en 1943, puis en Italie jusqu'à la Libération et enfin après la guerre. Ce découpage chronologique structure l'ouvrage en quatre parties.

Susan Zuccotti écrit un ouvrage très documenté et d'une lecture passionnante, essayant de dégager des stratégies de survie dont ne sont exclus ni la chance ni le hasard mais qui sont également la preuve d'un acharnement et d'une volonté sans faille.

Il a fallu par exemple aux membres de la famille de Charles Roman, né en 1927 à Vienne, dans une famille bourgeoise de la classe moyenne, plusieurs tentatives. Une première fois, la France leur refuse un visa. Ils passent alors la frontière, à pieds, avec un passeur. Ils sont pris et renvoyés. Ils font une deuxième tentative pour la Suisse. Mais la rivière qu'ils doivent franchir, grossie par les eaux de pluies, n'est plus prati-

1. Alberto CAVAGLION, traduit par Charles ARNOULD, *Les Juifs de Saint-Martin-Vésubie, Septembre-Novembre 1943*, Serre, 1995, 176 pages.

cable. Un garde suisse les surprend, « Êtes-vous des Juifs allemands ? ». Comme ils répondent par l'affirmative, il les renvoie vers leur pays. Lors d'un troisième essai, Marianne envoie son fils seul par le train jusqu'à Bâle. Cet enfant de onze ans est supposé trouver à l'arrivée à Bâle un moyen de traverser la ligne frontalière, mais remarqué par des cheminots, il est ramené à son point de départ. Finalement ils réussissent à passer au Luxembourg, mais sans papiers, ils seront de nouveaux renvoyés dans leurs pays. Ce n'est qu'en 1938 que sans passeur et de nuit, empruntant la voie clandestine vers la France, ils réussissent à rejoindre une famille juive dans un petit village que le comité d'assistance à Vienne leur a indiquée. Ils devraient être pris en charge par un comité d'accueil de Strasbourg. Malheureusement sur les lieux du rendez-vous la police les attend; Marianne est emprisonnée et Charles envoyé dans un lieu d'accueil pour enfants abandonnés. Il y reste sans nouvelle de sa mère. La mère libérée décide alors de rejoindre Paris. Elle et son fils, aidés par des associations caritatives, survivent clandestinement dans le quartier de Montmartre. Charles est inscrit à l'école. Ils savent qu'ils sont menacés d'expulsion. Charles sera confié à un home d'enfant de l'OSE, sa mère internée à Agde.

L'auteur fait également remarquer que les familles qui ont décidé de se séparer ont multiplié leurs chances. La mère de Charles Roman, le père de Menahem Marienberg, les parents de Sigi Hart, et de Boris Carméli ont accepté la séparation d'avec leurs enfants pour les placer dans des homes d'enfants, pour les sauver. Le cas le plus remarquable, fut celui de la mère de Sigi qui força sa fille Manya à quitter le camp de Gurs quand l'occasion se présenta.

Durant les deux premières années de la guerre Jacques Samson (15 ans) et sa sœur Paulette (13 ans), sont seuls à Paris. Leur mère est restée en Pologne, leur père engagé volontaire a été enrôlé dans 2^e régiment de cavalerie de légion et sert au Maroc puis en Algérie. Démobilisé au Maroc, il est enrôlé dans le 4^e GTE puis libéré car donnant la preuve qu'il peut subvenir à ses besoins à Marseille ou il a trouvé du travail. Mais il ne peut revenir en zone occupée pour ses enfants.

Jacques et Paulette ont été évacués avec leur école quand l'armée allemande approchait de Paris. Puis quand ils reviennent, Jacques est employé par son oncle pour vendre des vêtements (même aux soldats allemands). Tous les deux ignorent le recensement des Juifs et peuvent se soustraire au port de l'étoile jaune. Ils échappent à la rafle du Vel'd'hiv alors que leur tante, son oncle et leurs deux enfants sont envoyés à Beaune-La-Rolande puis à Auschwitz où ils sont assassinés.

Ils doivent s'enfuir vers Marseille où ils retrouvent leur père juste avant l'arrivée des Allemands. Quand les Allemands occupent la zone libre, et après les rafles du centre ville en janvier 1943, ils se cachent dans un appartement au 25 rue Barbaroux, sans allumer la lumière et dans un silence total. Puis Paulette regagne le Chambon sur Lignon, son frère et son père choisissent d'aller sur Nice où ils sont astreints à résidence à Saint-Martin-Vésubie. Paulette les rejoint sans être officiellement sur les listes des astreints à résidence.

Beaucoup de réfugiés, sans ressource ont besoin d'aide. C'est le Comité Dubouchage qui s'en charge allant jusqu'à payer pour les jeunes, un moniteur du Mouvement de la jeunesse sioniste (MJS) et un résistant, Jacques Weintrob. Jacques vit à Nice, il confie la responsabilité de cette tâche sur place à deux jeunes gens, David Blum et Ernst Appenzeller. David Blum avait suivi un stage dans le groupe de résistance de Lacaune dans le Tarn quelques semaines avant d'être envoyé à Saint-Martin-

Vésubie en juillet 1943. D'autres associations comme la Fédération des sociétés juives de France, l'OSE, l'ORT, et même l'UGIF viennent en aide aux réfugiés.

Les Juifs installent très vite des réseaux de sociabilité dans ce village alpin : une petite synagogue dans le chalet « Les Pervenches », où le chantre attire par sa voix, même les « *carabinieri* » qui viennent l'écouter aux offices, un jardin d'enfants, des activités sportives et culturelles, des cours d'hébreu, d'histoire juive et d'histoire du sionisme, un club de boxe, un atelier de jeux d'échecs, des cours de musique.

Les jeunes sont encadrés et aujourd'hui encore, les rescapés se souviennent des moments agréables passés ensemble. C'était leur jeunesse qu'ils partageaient avec les filles et les garçons du village. Le plus heureux de tous est Boris Carmeli qui rêve depuis l'âge de cinq ans de devenir chanteur d'opéra et qui maintenant qu'il en a quinze a obtenu d'aller deux fois par semaine aux cours du conservatoire de Nice.

Le 8 septembre 1943, à 6 h 30 du matin, le général Eisenhower, annonce que le premier ministre italien, le maréchal Pietro Badoglio accepte l'armistice. Il s'en suit pas mal de confusions. La quatrième armée, qui occupe le sud de la France est désarçonnée. Beaucoup de ses soldats, mal armés, mal nourris (surtout en comparaison des Allemands), désertent quand ils comprennent qu'ils sont dans le mauvais camp. Par ailleurs cette annonce de l'armistice ruine les plans du banquier Angelo Donati qui voulait transférer quelques milliers de Juifs réfugiés vers l'Italie. Ayant eu vent de ce projet, beaucoup de réfugiés quittent leurs refuges alpins pour Nice. Pas ceux de Saint-Martin-Vésubie. Plusieurs filières sont tentées : suivre l'armée italienne dans son repli, rejoindre la baie de Vintimille par Nice, entrer en Italie par le col de Tende, ou encore par le Val d'Aoste.

Le commandant italien de la place de Saint-Martin-Vésubie prend soin de réunir les réfugiés et de leur conseiller la fuite avant l'arrivée imminente des Allemands. C'est une question de jours, d'où la fuite immédiate de plusieurs groupes soutenus par David Blum et Jacques Weintrob qui ont déjà exploré bien longtemps avant, des filières d'évasion à travers la montagne. Certains décident de suivre l'armée italienne sachant que l'armistice signifie fin de la guerre. Les proches de Sigi Hart (lui, son père, sa sœur et son compagnon) commencent très vite et en secret leur ascension vers le sanctuaire de « *La Madone de Fenestre* ». Sigi connaissait le chemin pour l'avoir emprunté maintes fois avant. Sigi se souvient que malgré leur adresse beaucoup de réfugiés ne peuvent suivre le rythme de l'armée italienne. Pour la plupart d'entre eux la première partie du chemin est d'un accès facile, au moins jusqu'au sanctuaire le premier jour. Il n'en va pas de même pour la suite : mal chaussés, sans eau, sans nourriture (en dehors de ce qu'ils ont réussi à transporter, et malgré l'aide des soldats italiens qui leur en donnent), sans abri, (ils dorment là où ils peuvent, qui à même le sol, qui sous un arbre, les plus chanceux dans les abris de bergers) le plus souvent ignorant même les lieux où ils se trouvent. Cela ne les empêche pas de faire de l'humour : Franz Edelschein rédacteur du *Journal de Vienne* leur demande : *Est-ce l'Exode d'Égypte ?*

Les Juifs qui traversent les Alpes entrent dans la province de Cuneo, par deux voies différentes, l'une par le col de Cerise et Entracque, l'autre par le col de Fenestre et les hameaux de Valdieri où les paysans (2 500 hbts) s'attendaient à voir les Juifs avec des « cornes » sur la tête, semblables à celles de Moïse dans les nombreuses images saintes qu'ils avaient vues. Les premiers arrivés eurent la chance de trouver un loge-

ment confortable, d'autres durent continuer jusqu'à Borgo San Dalmazzo pour trouver un hôtel.

Mais durant cette première semaine la pagaille régnait en Italie, quelque 600 000 soldats italiens ont été faits prisonniers par les Allemands et déportés. Il devient clair que les Allemands vont occuper cette région. Les réfugiés vont se trouver rapidement coincés au milieu des combats entre résistants italiens, ex-soldats d'un côté et partisans fascistes aux côtés des Allemands de l'autre. Les rafles et déportations commencent le 16 septembre, les exécutions sur place aussi, à Meina, Bavéro, Arona, Stresa.

Les membres de la famille Marx arrêtée par les Allemands le 18 septembre 1943 sont enfermés dans des baraques abandonnées par l'armée italienne, qui vont servir de camp d'internement (litières de paille pour dormir, rats, poux, travail forcé, etc.). De là ils seront conduits à Nice (à l'exception de Walter qui était hospitalisé à Cuneo) ou Alois Brunner les envoie à Drancy en novembre puis à Auschwitz par le convoi 64 en décembre 1943². Sur les 309 déportés arrêtés à Borgo San Dalmazzo, et envoyés à Drancy, il y eut 7 survivants.

Parmi les 1 200 à 1 250 Juifs de Saint Martin, certains ont préféré revenir vers Nice et vers les filières d'assistance. On ignore leur nombre. Ils ont été déportés. Quelques vingt familles trouvent sur place à se cacher dans les abris de bergers de la région de Saint Martin avec l'aide de la population italienne.

D'autres réussissent à entrer dans les rangs de la résistance italienne. L'auteur souligne l'aide apportée par l'épiscopat italien, le cardinal Maurilio Fossati de Turin, l'archevêque de Florence et l'évêque de Cuneo, le cardinal Pietro Boetto de Gênes, qui contacté par un émissaire de la Delasem, se charge de distribuer les aides financières fournies par l'Association caritative juive.

Elle met en valeur également les efforts des communautés juives comme celle de Florence qui n'hésite pas malgré les risques, à envoyer un émissaire dans la région pour venir en aide à leurs coreligionnaires et les amener dans la synagogue de la ville. Enfin elle met en œuvre quelques parcours assez incroyables, comme celui de Walter Marx, qui entré dans la résistance finit par l'aider en se faisant embaucher par un agent double de la Gestapo, pour aider les SS à traduire les interrogatoires. Cela lui permettait de signaler les projets SS aux résistants italiens.

En conclusion, avançons avec l'auteur quelques chiffres. On compte aux alentours de 38 807 Juifs en Italie dans la partie occupée par les Allemands à la mi-septembre 1943. Vraisemblablement 30 914 étaient italiens et 7 893 étrangers. Les 4 348 Juifs italiens déportés connus représentent 14 % des Juifs italiens et les 2 555 Juifs étrangers déportés connus, 32 % de cette population.

Sur les 950 Juifs qui traversèrent les Alpes maritimes après le 8 septembre 1943, 350 ont été arrêtés et déportés.

Le choix du refuge de la France vers l'Italie était-il le meilleur ? N'aurait-il pas été préférable de rester dans le Sud de la France ? C'est ce que se demande Susan Zuccotti en ajoutant que la conception française de l'internement était surtout économique : ce fut une manière d'appréhender le problème des indigents. Nous lui laissons la responsabilité de cette conclusion.

La dislocation des familles, le plus souvent par l'arrestation du père, entraîna une redistribution des rôles des genres et des générations. Par exemple certaines

2. Voir Serge KLARSFELD, *Mémorial de la déportation des Juifs de France*.

mères (celle de Charles Roman, de William Blye, de Miriam Löwenwirth, de Walter Marx) se virent assigner des rôles, au moins pour un temps, qu'elles n'avaient jamais eus auparavant.

Beaucoup de parents confièrent à leurs enfants des responsabilités importantes. Les enfants grandirent plus vite. Certains durent voyager seuls à travers la France occupée (cas de Charles Roman, de William Blye, Jacques et Paulette Samson, Sigi et Willy Hart, Boris Carméli, les sœurs Marienberg). William Blye s'occupa de sa mère après l'arrestation du père. Sigi conduisit sa famille dans la montagne pour échapper à l'arrestation à Aulus Les Bains. Beaucoup d'entre eux aidèrent des réfugiés en difficulté. C'est Miriam qui conduisit sa famille l'arrachant à la rafle du couvent de Florence où elles se cachaient. C'est elle qui sut trouver des faux papiers.

L'auteur souligne l'aide apportée par les organisations françaises juives d'assistance (comité Dubouchage, ORT, OSE³, etc.) et italiennes (Delasem)⁴, celle des couvents ou des écoles pour les « caches ». Les réfugiés de Saint Martin Vésubie bénéficièrent de l'aide des autorités catholiques : le cardinal Boetto et Don Reppetto à Gênes, le Cardinal Dalla Costa et Mgr Neneghello à Florence, le père Maria Benedetto à Rome, sans oublier Don Viale et Don Brondello de la province de Cuneo. Enfin la société civile (citons pour mémoire le directeur de l'hôpital de Cuneo, Giuseppe Meinardi) fut aussi d'une grande efficacité, procurant des caches, des faux papiers et des filières d'évasion.

Renée DRAY-BENSOUSAN

*
* *

Jean-Pierre KAMINKER, *La persécution contrariée. Les Kaminker à Valréas (1943-1944) entre antisémitisme d'État et bienveillance d'une population*, Limoges, Lambert-Lucas, 2007, 489 p., 36 €.

Une fois à la retraite, l'universitaire Jean-Pierre Kaminker s'est penché sur un épisode de sa vie pour mieux comprendre (et mieux faire comprendre) une question qui hante la mémoire collective depuis la guerre et qui a été réactivée depuis les années quatre-vingt, celle de la persécution des juifs sous le régime de Vichy. Mais c'est en fait un ouvrage très particulier qu'il livre, dans ses objectifs comme dans sa structure. Intrigué par l'écart entre les représentations actuelles de la persécution et la réalité qu'il a connue dans « l'enclave des papes », à Valréas, où sa mère est venue travailler au début de 1943, il a voulu confronter ses souvenirs avec les archives et avec des travaux d'historiens. De façon systématique, mois après mois, il met en relation ceux-ci

3. ORT: organisation, reconstruction, travail; OSE: Œuvre de secours aux enfants, Comité Dubouchage: organisation d'assistance niçoise tirant son nom de la rue de la synagogue où elle se trouvait.

4. DELASEM: Delegazione per l'Assistenza degli Emigranti Ebrei: Délégation pour l'assistance aux émigrés juifs.

avec ceux-là. Il y ajoute ses commentaires, ce qui ne contribue pas peu – en dépit de longueurs inutiles – à l'intérêt du livre, car il s'interroge, chemin faisant, sur la construction du récit historique et pose des questions de méthode bien servies par sa formation de sociolinguiste. Il met en cause notamment les généralisations dont l'histoire abuse, il critique l'emploi irréfléchi de mots qui induisent une représentation, il se préoccupe de la perception du lecteur et de sa grille d'interprétation. Même si l'on peut regretter que la bibliographie utilisée dans cette confrontation ne soit pas toujours la plus adéquate, on ne peut que saluer cette volonté de remise à plat. Prenant à contre-pied nombre d'idées reçues, Jean-Pierre Kaminker montre, sources à l'appui, que la France sous Vichy et sous l'occupant n'est pas la France « de Vichy » et qu'il y a pour le moins de la marge entre les instructions reçues du centre, leur application effective et les comportements ordinaires. Répondant aux accusations d'Isaac Lewendel qui, dans le récit douloureux du drame qu'il a vécu avec la déportation de sa mère¹, mettait en cause la population des villages du Vaucluse, il considère qu'« à chacun sa responsabilité en fonction de sa place et en fonction du moment » et que l'on ne doit « pas tout mettre dans le même sac, les préfets ou les paysans, les soldats ou les généraux, les individus livrés à eux-mêmes, isolés les uns des autres ou ceux à la portée de qui passe le choix de se joindre ou pas à une action organisée ».

Jean-Pierre Kaminker avait onze ans lorsque sa mère est venue à Valréas avec ses deux fils. La famille, d'origine parisienne, y est restée jusqu'à la Libération. La maman se fait appeler Signoret de son nom de jeune fille (le nom d'actrice que choisira la sœur aînée, Simone, restée à Paris), mais son mari est juif et gaulliste (il s'est engagé dès 1940 dans la France Libre). Son nom officiel, celui de ses papiers et de ceux de ses enfants, Kaminker, est tout à fait connu des autorités et de la population. Elle n'en a pas moins été embauchée à l'hôpital-hospice de la ville par un conseil d'administration activement présidé par le maire. Les enfants ne sont pas enregistrés comme juifs, mais personne n'est dupe. Ajoutons que M^{me} Kaminker n'est pas du genre à passer inaperçue dans une petite localité. Elle apparaît plutôt, sous la plume de l'auteur, comme une enquiquineuse patentée, dont l'hôpital se séparera finalement en 1944. Quant à ses deux fils, ils font comme les autres enfants, ils vagabondent dans la campagne, cueillent des fruits, glanent des épis et jouent de leur qualité de « petits étrangers » pour faire leurs chapardages en toute fausse naïveté. Cette expérience est partagée par les autres réfugiés de Valréas. Or personne ne sera déporté sur la quarantaine de juifs dûment et régulièrement recensés sur l'ordre de Vichy (les maires répondant, comme le remarque Jean-Pierre Kaminker, avec une célérité très relative, les listes départementales étant lacunaires et comportant d'assez nombreuses erreurs). Bref, incurie et absence de zèle aidant, il y a bien de la bienveillance et une « protection » relative autour de ceux qui auraient pu être livrés en pâture aux nazis. Toute une série de portraits marquent les divers cercles de cette protection : le préfet Piton attaché à la fonction, moins pour servir le régime que pour les revenus qu'elle lui procure afin de faire face à ses charges familiales, le maire Jules Niel, radical-socialiste, rallié à Vichy et maintenu en place, mais resté fidèle à la République, type même du notable opportuniste dont les intérêts se confondent avec la préservation de ceux de « sa » ville et de ses habitants, le directeur de l'hôpital, qui recevra après guerre la

1. *Un hiver en Provence*, La Tour d'Aigues, Éditions de l'Aube, 1996.

médaille des Justes, ancien responsable CFTC, résistant dans les Pyrénées-Atlantiques, puis à Valréas, que Niel fera sortir de la prison allemande, mais qui sera forcé de démissionner (ce qui ne changera rien à la situation de M^{me} Kaminker), l'inspecteur de police qui contrarie la police anti-juive (et qui sera abattu... par les gendarmes), les gendarmes embarrassés par le rôle qu'on leur fait jouer. Et il y a la population dont l'auteur met en relation l'« opinion » - l'hostilité générale aux occupants et à leurs satellites vichystes - avec la mansuétude dont elle fait preuve à l'égard des réfugiés. Avec raison, il souligne le rôle du petit milieu protestant et ce qui tient, sans doute, au respect acquis depuis longtemps par certaines personnalités juives locales. Mais, en attente de la Libération, cette population est globalement gagnée à la cause de la Résistance dès la mi-43, le maquis y est assimilé à la « jeunesse ». De ce climat, les événements de juin 1944 en sont la tragique illustration puisque Valréas paie très cher le 12 juin, avec ses 53 fusillés en représailles, la « libération » anticipée dont elle a été le théâtre les jours précédents. L'auteur fournit, non seulement son témoignage, mais aussi une analyse critique intéressante de la façon dont l'affaire a été rapportée.

Jean-Pierre Kaminker, dont l'éveil à la conscience politique doit beaucoup à sa participation à la guerre d'Algérie, estime, non sans raison, que Valréas n'est pas un cas isolé, mais est à l'image d'une bonne partie du pays. Ayant souhaité « rendre sensible le rapport à l'histoire qui fut celui des gens de ce temps-là », il termine en rêvant « d'un monde dans lequel, sans le secours d'une conflagration mondiale, [ce rapport] retrouverait son intensité de la fin de la guerre, et, avec son intensité, sa justesse ». Témoignage, analyse, réflexion sur l'histoire, voilà un livre dont on comprendra qu'il soit d'un rare intérêt.

Jean-Marie GUILLON

